

Quelle ambition pour l'agriculture dans les Hauts-de-France ?

67 %

des Françaises et des Français

pensent qu'une vraie transformation de notre société est nécessaire pour faire face au changement climatique.

source : ADEME

86 %

des agricultrices et agriculteurs

souhaitent modifier leurs pratiques à condition de maintenir la viabilité de leurs exploitations.

source : Shift Project



Ce plaidoyer s'adresse aux élus et décideurs des territoires, pour inscrire l'agriculture biologique au cœur des politiques agricoles et alimentaires régionales.

Forte de 40 années d'expérimentation sur 10 % de la surface agricole française, la filière agricole biologique a prouvé qu'elle est une réponse efficace face aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux actuels.

1 Renforcer la résilience des territoires

Sécuriser la production alimentaire

► La question agricole est d'abord une question alimentaire.

Selon l'étude « L'injuste prix de notre alimentation » (Secours Catholique, CIVAM, Solidarité Paysans, La Fédération Française des Diabétiques, 2024), 19 milliards d'euros d'argent public sont nécessaires pour compenser les effets négatifs de notre système alimentaire. De plein droit, les collectivités, en tant que contributrices, sont légitimes à agir.

L'agriculture biologique est basée sur la production locale de denrées saines et diversifiées. En excluant les pesticides, l'agriculture biologique réduit la dépendance aux intrants chimiques importés.

Développer des emplois non délocalisables

► Une ferme biologique emploie en moyenne 30% de main-d'œuvre en plus qu'une ferme conventionnelle (Ministère de l'Agriculture, 2023). D'ailleurs, elle représente une opportunité majeure pour le renouvellement des générations agricoles puisque 52 % des candidats à l'installation souhaitent s'orienter vers l'agriculture biologique (Répertoire Départ Installation, 2023).

2 Préserver les ressources en eau

► En 2023-2024, les Hauts-de-France ont été touchés par des précipitations exceptionnelles, provoquant des inondations majeures. Ces événements ont mis en lumière la vulnérabilité du territoire face au changement climatique. L'agriculture biologique est un rempart contre les aléas climatiques (inondations et sécheresses) grâce à la diversification des systèmes, la rotation des cultures, la couverture permanente des sols... Les fermes biologiques sont plus résistantes aux crises et garantissent la résilience alimentaire. L'agriculture biologique est aussi un levier majeur pour préserver la qualité de l'eau. Elle permet aux collectivités d'économiser les coûts de traitement de l'eau potable et surtout de garantir une eau de qualité à ses citoyens.

3 Agir pour la santé

► L'agriculture biologique incarne un projet de société dans lequel la santé de toutes et tous est préservée car elle repose sur des pratiques respectueuses de l'environnement.

Elle est à la fois garante :

- de la santé humaine, en protégeant et atténuant les risques de nombreuses maladies (cancers, obésité, diabète...) (Etude BioNutriNet, 2018). Elle doit être au cœur des repas des citoyens, notamment scolaires, comme le préconise la loi EGALIM pour la restauration collective.
- du bien-être animal (respect de l'animal, moins de traitements antibiotiques)
- de la santé des écosystèmes (qualité de l'eau, qualité des sols, pollinisation) dont dépend 50 % du PIB mondial (source IPBES). Dans les champs biologiques, on compte 30 % de biodiversité en plus (source ITAB).

L'agriculture biologique en Hauts-de-France



1 375

fermes biologiques

source : ORAB HDF, 2024

52 942 ha
équivalent à 5 fois Paris

cultivés en agriculture biologique

source : ORAB HDF, 2024



La Région avec la concentration la plus élevée en pesticides dans l'eau.

source : ANSES, 2023

**L'alimentation,
principale préoccupation
des Françaises et des Français**

2/3

des Françaises
et des Français

sont inquiets des effets de leur alimentation sur leur santé.

source : Agence Bio, 2025

85 %

des Françaises
et des Français

ont confiance dans le label agriculture biologique.

source : Agence Bio, 2024

+ de
60 %

des communes évaluées ne respectent pas la loi EGALIM

source : Réseau Action Climat, Alternatiba, CTC, 2023

**Comment financer
votre transition ?**

De nombreux dispositifs existent pour accompagner les collectivités dans leur transition, par exemple :



Projet alimentaire territorial



Appel à initiative

pour le développement de l'agriculture biologique



Programme européen

Lait et fruits à l'école



Appel à projets

Santé et environnement

Vous souhaitez nourrir
votre programme ?



Contactez-nous !
bio2026hdf@gmail.com